

Un enchevêtrement d'omissions

Image not found or type unknown

Par : Roberto Morejón

Un document signé par le président Joseph Biden en relation avec Cuba montre l'insistance des administrations des États-Unis à présenter notre pays comme un danger, bien que pour ce faire elles tombent dans des omissions.

Le président a prolongé jusqu'en 2024 la disposition d'urgence nationale qui empêche les navires battant pavillon des États-Unis d'entrer dans la plus grande des Antilles.

La continuité de la mesure, qui est en vigueur depuis plus de deux décennies, est défendue en faisant appel à des mensonges et des omissions, en soulignant que La Havane n'a montré aucune volonté de s'abstenir de ce qui est décrit comme un usage excessif de la force contre les navires ou les avions nord-

américains.

La lettre adressée au Congrès indique que l'entrée non autorisée de navires immatriculés aux États-Unis dans les eaux territoriales cubaines est préjudiciable à la politique étrangère de Washington face à ce qu'elle appelle la "migration de masse".

Il n'est pas dit que les États-Unis aient émis une telle interdiction après que Cuba a abattu deux petits avions qui ont violé l'espace aérien cubain, malgré les sommations d'usage.

Cuba ne représente pas un danger pour les États-Unis, ni par principe ni parce qu'elle dispose de ressources militaires, tout le contraire de la puissance du Nord.

Le siège de Cuba par Washington constitue bien une perturbation des relations internationales en raison de son caractère extraterritorial, comme l'a souligné l'Assemblée générale des Nations unies.

Quant à la menace de ce que les occupants de la Maison Blanche décrivent comme une possible "migration de masse", il convient de rappeler l'impact du blocus et l'inscription de Cuba sur la liste des pays présumés qui parrainent le terrorisme.

Avec ces outils et d'autres, les États-Unis ont aggravé les problèmes de Cuba, un pays pauvre qui est également exposé aux pandémies, aux ouragans, aux accidents mortels et à la crise internationale, avec une inflation galopante.

Mais la Maison Blanche tente d'estomper l'impact néfaste de ses restrictions et ignore les prises de position de personnalités mondiales.

Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador et une réunion au sommet de la CELAC, la Communauté des États latino-américains et caribéens, ont réitéré leur demande aux États-Unis de mettre fin au blocus de Cuba.

Vijay Prashad, directeur de l'Institut tricontinental de recherche sociale, et Noam Chomsky, linguiste, philosophe et militant politique, se sont exprimés à ce sujet.

La tactique consistant à associer les attaques et les actions punitives aux croisades pour dépeindre Cuba comme une menace est souvent infructueuse, usée et trompeuse.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/314421-un-enchevetrement-domissions>



Radio Habana Cuba